

Document  
mis en distribution  
le 18 décembre 1997

N° 374

# ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

ONZIÈME LÉGISLATURE

---

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 21 octobre 1997.

## PROPOSITION DE LOI

*tendant à la reconnaissance du vote blanc aux élections.*

(Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

PRÉSENTÉE

PAR MM. PIERRE ALBERTINI, JEAN BRIANE, HERVÉ DE CHARETTE, CLAUDE GOASGUEN, Mmes ANNE-MARIE IDRAC, BERNARDETTE ISAAC-SIBILLE, MM. PIERRE LEQUILLER, MICHEL MEYLAN, MARC REYMANN, JEAN RIGAUD, RUDY SALLES et PIERRE-ANDRÉ WILTZER,

Députés.

---

Elections et référendums.

## EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans une démocratie, l'exercice du droit de vote est un acte civique de la plus haute importance. Il traduit en effet l'engagement de chaque électeur mais témoigne aussi de l'assise populaire des institutions.

Au moment où, dans notre société, les menaces sur la cohésion sociale sont multiples, il mérite donc d'être encouragé et valorisé.

Or, l'article L. 66 du code électoral assimile fâcheusement les bulletins blancs aux bulletins nuls. Cette confusion, née de la volonté du législateur, ne recouvre plus, ou très partiellement, la réalité électorale présente. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que les dispositions de la loi du 30 décembre 1988 relatives aux machines à voter prévoient l'enregistrement et la totalisation des votes blancs !

L'abstention de nos concitoyens, les votes de rejet, l'appel aux extrêmes sont aujourd'hui des données dont on ne peut faire l'économie pour interpréter les résultats d'une élection. L'expression des suffrages s'est désormais diversifiée ; l'affrontement bipolaire tend à s'atténuer au profit de choix plus relatifs.

Pourtant, notre système électoral ne répond pas, dans son offre actuelle, à la demande exprimée par les électeurs qui, de plus en plus nombreux, réclament la reconnaissance du vote blanc.

Les arguments ne manquent pas pour justifier sa comptabilisation au nombre des suffrages exprimés. D'abord, et cette raison n'est pas négligeable, il s'agit là d'une demande formulée par nos concitoyens. Sept propositions de loi sur ce thème ont d'ailleurs été déposées lors de la précédente législature, preuve supplémentaire de son caractère récurrent. Ensuite, et il s'agit là d'une question essentielle sur le plan politique, il serait dangereux de contraindre des électeurs, désireux d'exprimer une insatisfaction de se réfugier, faute de mieux, dans le vote extrémiste.

Il n'y a pas de démocratie vivante sans pluralisme et sans citoyenneté. Le Parlement s'honorerait donc à reconnaître que celle-ci peut épouser diverses formes. Le vote blanc n'est ni une abstention ni un vote nul.

## PROPOSITION DE LOI

### Article 1<sup>er</sup>

Après le premier alinéa de l'article L. 58 du code électoral, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le maire doit déposer sur cette même table des bulletins blancs dont le nombre doit correspondre à celui des électeurs inscrits. »

### Article 2

Le troisième alinéa de l'article L. 65 du code électoral est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Les bulletins blancs sont décomptés séparément et entrent en compte pour la détermination des suffrages exprimés. »

### Article 3

Dans l'article L. 66 du code électoral, le mot : « blanc » est supprimé.